

production au cours de cette période de 12 mois. Nous avons expédié à l'étranger 30 p. 100 de plus que nous avons importé. Si un habitant d'une autre planète nous rendait visite, il ne pourrait croire que des gens intelligents se permettent d'exporter leurs ressources qui se rarifient rapidement sans dire un mot et tout en sachant qu'elles sont en voie d'extinction.

Pour comble de honte, le gouvernement se prépare à signer un accord international qui, en cas d'urgence, obligera les Canadiens à réduire leur consommation de produits pétroliers tout en maintenant le volume de nos exportations de pétrole aux États-Unis. Je dis au gouvernement qu'il serait bien avisé d'y penser sérieusement avant de signer un tel accord. Pour justifier cette situation déplorable, le gouvernement prétend que nous devons exporter le pétrole de l'Ouest parce qu'on ne peut l'expédier dans la région située à l'Est de la vallée de l'Ouataouais. Cela prouve bien que notre politique du pétrole a été dominée par l'industrie au lieu d'être orientée vers la population.

L'Interprovincial Pipe Line Company n'a jamais voulu construire un pipe-line à partir de l'Ouest jusqu'au Québec et aux provinces atlantiques parce que la société mère, Exxon, a la mainmise sur les champs pétrolifères du Venezuela et a toujours voulu un marché captif dans l'Est du Canada pour le pétrole qui a une forte teneur en soufre et qui est difficile à vendre ailleurs. Il s'ensuit que même si le Canada produit suffisamment de pétrole pour pouvoir à ses propres besoins, nous sommes obligés d'exporter 60 p. 100 de notre production, car nous n'avons pas de pipe-line pour transporter le pétrole des régions productrices à celles qui en ont besoin.

Il y a un an environ le premier ministre (M. Trudeau) a promis qu'un pipe-line serait construit jusqu'à Montréal. Il y avait deux itinéraires possibles: soit de Sarnia à Montréal, soit une route exclusivement canadienne qui traverserait le Nord de l'Ontario et le Québec. Après avoir allégué que la construction du pipe-line le plus sûr pour nous, soit la route du Nord, prendrait une année de plus, le gouvernement a choisi l'itinéraire le moins désirable, soit celui de Sarnia à Montréal. Après un an, où en sommes-nous? Non seulement le pipe-line n'a-t-il pas encore été mis en chantier, mais l'Office national de l'énergie n'a pas encore étudié ce projet. Il a accordé un délai indéfini à la société Interprovincial Pipe Line qui lui en avait fait la demande. C'est un fait que cette société fait traîner les choses. Comment ne pas se demander qui donc gouverne notre pays?

En réponse à une question que je lui adressais l'autre jour, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) a déclaré que c'était là le résultat de vingt années de négligence et de mauvaise administration, et je me permets de dire que je ne lui impute pas l'entière responsabilité de cette situation au Canada, car c'est l'un des ministres les plus compétents que nous ayons eus dans ce domaine, et je pense qu'il essaie courageusement d'améliorer la situation. Il était disposé à adopter l'autre solution consistant à faire construire l'oléoduc par le gouvernement. Nous hésitons toujours sur le parti à prendre, mais le moment est venu de se décider.

Pétrole

Je voudrais souligner un certain nombre d'aspects de la politique pétrolière nationale dont la Chambre doit se préoccuper. Le bill à l'étude constitue un des aspects, et le bill qui figure au Feuilleton créant une société nationale des pétroles en constitue également un aspect, mais il y a ainsi de nombreux aspects qui devraient être réunis en une politique pétrolière canadienne. Je dis tout d'abord qu'il n'est pas trop tôt pour adopter des mesures en vue d'une restriction volontaire de la consommation de pétrole au pays. Si on disait au public qu'il y aura un intervalle de temps entre l'épuisement des réserves de pétrole de l'Ouest et l'exploitation des sables bitumineux et des sources éloignées, il accepterait volontiers de diminuer la consommation. Il y a au moyen, sans se priver, de réduire la consommation et nous devrions demander au public de collaborer à cette fin. Je ne dis pas que ce serait la solution au problème, mais cela nous donnerait plus de temps pour trouver d'autres sources de pétrole et de gaz naturel.

Je propose également que nous commençons à réduire considérablement nos exportations de pétrole brut afin d'envoyer une partie de la production de l'Ouest dans l'Est du pays. Si l'oléoduc était construit, il est certain que nous pourrions acheminer une bonne partie du pétrole. Une partie emprunterait la voie maritime du Saint-Laurent, une autre le canal de Panama, une autre le chemin de fer, mais si l'on ne pouvait expédier tout le surplus de pétrole de l'Ouest, on pourrait sans préjudice en laisser sur place, car on en aura certainement besoin avant longtemps.

Troisièmement, je propose que l'on commence immédiatement à construire un oléoduc conduisant au Québec et éventuellement dans les provinces atlantiques le pétrole de l'Ouest. Dans mon parti, nous préférons la route entièrement canadienne, qui traverse le Nord de l'Ontario et le Québec, car elle nous assure plus de sécurité et permettrait d'établir dans cette région diverses industries, notamment une industrie pétrochimique. Je pense que nous irons aussi vite si nous commençons dès maintenant à construire cet oléoduc au lieu d'attendre que l'Interprovincial Pipe Line Company se décide et que le ministre trouve le courage de faire quelque chose.

● (1650)

Quelqu'un doit dire à l'Interprovincial Pipe Line Company de commencer à construire ce pipe-line sans quoi le gouvernement interviendra. De fait, je ne parviens pas à comprendre pourquoi, quand le gouvernement a approuvé la construction de ce pipe-line il y a un an, il n'a pas demandé à l'Interprovincial, sujet à l'approbation de l'Office national de l'énergie, de s'engager à le construire pour éviter que des mois s'écoulent sans résultat.

Le gouvernement devrait agir hardiment. Il se doit de le faire pour les citoyens à l'Est de la ligne Borden. La situation actuelle au Moyen-Orient est si précaire que personne ne peut être sûr de pouvoir s'y approvisionner dans les prochains mois, surtout si la guerre devait éclater entre les nations arabes et israéliennes. Si cela devait arriver, même d'après les prévisions les plus optimistes, les citoyens à l'Est de la ligne Borden auront des approvisionnements incertains de pétrole durant deux ou trois ans tout simplement parce que l'Interprovincial Pipe Line se fait prier et refuse d'y aller hardiment de ce projet.